

JULIE LAERNOES

Députée de la 4^e circonscription de Loire-Atlantique



RAPPORT SYNTHÉTIQUE

Déplacement aux Pays-Bas
6 - 11 juillet 2025

Julie LAERNOES



Rien ne me prédestinait à faire de la politique.

C'est en 2002 que j'ai pu voter pour la première fois. La même année aux Pays-Bas pour les législatives, et en France, pour l'élection présidentielle. Un moment que j'ai pris au sérieux, m'interrogeant sur ma vision, mes convictions, celles de mon entourage, pour me forger ma propre opinion, avalant ma déception sur l'offre politique. Qui me représentait vraiment ? Comment contribuer à faire évoluer la société ?

C'est surtout la première fois que dans mes deux pays, l'extrême-droite faisait aussi fortement irruption dans les élections, depuis la Seconde Guerre mondiale. Entre une maman qui me fit une procuration pour faire barrage au Front National de Jean-Marie Le Pen, et un papa qui déplorait ne plus pouvoir voter pour le néerlandais d'extrême-droite Pim Fortuyn aux législatives - ce dernier venant de se faire assassiner juste avant les élections - j'ai tracé ma propre voie. Reçue à un concours aux Pays-Bas pour écrire la loi néerlandaise, j'ai décliné. Je ne me voyais pas écrire des lois racistes pour un potentiel gouvernement d'extrême-droite. Je me suis tournée vers l'engagement politique, en France.

Malheureusement, la progression du populisme en France et aux Pays-Bas ne s'est pas arrêtée après 2002. Dans les deux pays, il s'est installé.

Aux Pays-Bas, l'extrême-droite a participé au gouvernement du 22 juillet 2002 au 27 mai 2003. Mark Rutte, Premier ministre des Pays-Bas de 2010 à 2024, a formé son premier gouvernement avec l'appui de l'extrême-droite de Geert Wilders d'octobre 2010 à novembre 2012. Le parti politique néerlandais d'extrême droite, le PVV, n'a cessé de grandir. Ils ont remporté les élections législatives de 2023, leur permettant de participer à la coalition gouvernementale de juillet 2024 à juin 2025, et d'obtenir la présidence de la Seconde Chambre du Parlement néerlandais. Et aujourd'hui, le PVV est donné en tête dans les sondages pour les prochaines élections législatives d'octobre 2025.

En France, le Rassemblement National est largement en tête des dernières élections européennes, a assis un nombre record de député-e-s d'extrême-droite sur les bancs de l'Assemblée nationale et semble promis à une sombre victoire pour le prochain scrutin présidentiel.

Cette progression n'est pas inéluctable. Pour gagner ce combat, il faut unir les forces humanistes et progressistes pour arriver à décrypter ce qui est à l'œuvre et mieux le combattre. C'est ce que propose le député Pouria AMIRSHAHI à travers le collectif français à vocation européenne et internationale « La Digue ». Un travail essentiel pour nos démocraties.

Ce rapport s'appuie donc sur cette double culture. En plus des entretiens que j'ai menés dans le cadre de ce placement pour « La Digue », j'ai échangé avec mes proches et intégré une interview que j'avais eu la chance de réaliser en 2003, de Hans Dijkstal, ancien vice-premier Ministre des Pays-Bas, un an seulement après l'émergence et l'assassinat de Pim Fortuyn.

PRÉAMBULE

Les entretiens ont été réalisés entre le 6 et le 11 juillet 2025. Une période politique dense. Le dernier gouvernement néerlandais est tombé le 3 juin 2025 et de nouvelles élections doivent avoir lieu le 29 octobre 2025. De nombreux acteurs/actrices étaient pleinement mobilisés sur ces prochaines échéances.

PERSONNALITÉS RENCONTRÉES

Intellectuels/Chercheurs :

- Carolus Grütters, chercheur au Radboud Universiteit Nijmegen, chaire sur l'immigration, il a notamment porté plainte contre la ministre de l'immigration Marjolein Faber.

Société civile engagée :

- Andy Palmen, co-président de Greenpeace Pays-Bas.

Presse/Média :

- Sander Heijne, rédacteur en chef de l'hebdomadaire néerlandais « Vrij Nederland ».

Politiques :

- Suzanne Kröger, députée GroenLinks/PvdA (alliance politique entre le Parti travailliste et les écologistes néerlandais).

- Joost Sneller, député D66 (parti démocrate), auteur de plusieurs propositions de lois pour renforcer l'État de droit face au populisme.

Mais aussi des échanges informels avec des chercheurs, des fonctionnaires ministériels, des acteurs du secteur culturel.

Interview de Hans Dijkstal, vice-premier Ministre des Pays-Bas de 1994 à 1998, puis président du groupe VVD - droite traditionnelle - jusqu'à 2002 (entretien réalisé le 13 novembre 2003).

CONTEXTE ET ANALYSE

Les Pays-Bas sont confrontés à une instabilité politique couplée d'une montée du populisme d'extrême-droite depuis une vingtaine d'années. Une situation et un pas de temps comparable avec celui de notre pays.

Le début de la montée du populisme d'extrême-droite aux Pays-Bas intervient en 2002, à la même période qu'en France.

Avec l'arrivée de Pim Fortuyn en 2002 (assassiné quelques jours avant les élections législatives le 6 mai 2002), suivi la même année de l'assassinat par un islamiste du cinéaste Theo van Gogh, le populisme d'extrême-droite est venu bousculer le paysage politique aux Pays-Bas.

Contexte économique

Les Pays-Bas connaissent un contexte économique florissant. Ils se placent en haut des États Membres de l'Union Européenne en termes de ratio PIB par habitant. La croissance économique est encore en 2024 supérieure à la croissance démographique. Malgré la densité du pays, les Pays-Bas sont un des plus gros exportateurs en valeur de denrées agricoles. Pour soutenir cette expansion économique, les Pays-Bas ont recours à de la main d'œuvre étrangères de manière conséquente¹.

L'économie néerlandaise est importante tout comme le niveau de vie, mais le système économique est en surchauffe : taux d'inflation élevé, besoin d'importation de main d'œuvre, etc... avec des conséquences notables sur l'environnement, sur le marché du logement, qui est en très grande tension.

Structuration politique

Les Pays-Bas disposent d'un scrutin législatif proportionnel de liste avec une circonscription nationale unique. Le Parlement est composé de 150 sièges, il faut obtenir plus de la moitié des sièges (soit 76) pour pouvoir créer une coalition gouvernementale. Un des principes fondamentaux de la démocratie néerlandaise est le consensus. C'est aussi pour cela qu'à l'échelle locale, les maires ne sont pas élus mais nommés. Ils doivent se placer au-dessus des bisbilles locales et tenir la ligne de la coalition formée². Cette caractéristique du système électoral la rend moins perméable, en théorie, à la prise en main du pouvoir par un parti autocratique seul.

Un système électoral basé sur des coalitions multipartites, qui nécessite de gouverner sur la base de consensus.

Après avoir essuyé de grosses protestations du monde agricole³, le 7 juillet 2023, le gouvernement Rutte IV est tombé à la suite de désaccords profonds sur la politique d'immigration⁴. Cela a provoqué la tenue de nouvelles élections législatives le 22 novembre de la même année.

¹ Interviews de Sander Heijne et Carolus Grütters

² Interview de Hans Dijkstal, ancien vice Premier ministre des Pays-Bas (13 novembre 2003)

³ Interviews de Suzanne Kröger et Andy Palmen

⁴ <https://nos.nl/collectie/13942/artikel/2481977-dit-is-wat-we-nu-weten-over-de-val-van-kabinet-rutte-iv>

L'instabilité politique néerlandaise

Aux dernières élections législatives (de novembre 2023), le PVV de Geert Wilders est arrivé en tête, en remportant 37 sièges sur 150. D'autres partis populistes ont obtenu des gains considérables : le BBB (parti contestataire des exploitants agricoles) est passé de 0 sièges à 7 et le Nieuw Sociaal Contract (NSC) de Pieter Omtzigt a obtenu 20 sièges. Ensemble, avec le concours de la droite traditionnelle du Premier Ministre sortant et leurs 34 sièges, ils ont formé une coalition gouvernementale de 4 partis. Il n'y a donc pas eu de « Front républicain » pour éviter de former un gouvernement constitué de l'extrême-droite du pouvoir. Pour autant, Geert Wilders n'est pas devenu Premier ministre car cela constituait un point bloquant pour la formation de la coalition. À la place un haut fonctionnaire faisant consensus entre les quatre formations politiques a été choisi. Le PVV a cependant obtenu des postes ministériels importants comme celui de l'asile et de l'immigration. Le BBB, celui de l'agriculture, la pêche et la nature.

À la surprise générale, Geert Wilders est brutalement sorti de la coalition le 3 juin dernier, au motif que le gouvernement n'allait pas assez vite ni assez loin sur la politique d'asile et d'immigration. Cette sortie du leader du PPV a fait tomber le gouvernement. De nouvelles élections législatives se tiendront le 29 octobre prochain. Face à cela et au contexte d'émiettement des différents courants politiques, le parti écologiste (Groen-Links) et les socialistes (Partij van de arbeid) ont décidé de créer une seule coalition et fonder un nouveau parti ensemble⁵.

Les conséquences du populisme au pouvoir

- Les attaques répétées contre l'État de droit :

- Contournement des organismes d'État ;
- Contournement et affaiblissement de la justice qui se traduisent par :
 - Condamnation de l'État sur l'environnement sans action du gouvernement pour y remédier. La justice est bafouée⁶ ;
 - Émergence de milices aux frontières pour vérifier les papiers des personnes traversant la frontière avec un regard bienveillant du pouvoir en place⁷ ;
 - Manifestation en présence du leader d'extrême-droite contre l'accueil des migrants dans des petites communes, appelant les citoyens à se lever contre leur maire ;
 - Appel à la destitution de certains maires comme la Maire écologiste d'Amsterdam⁸ ;
 - Des menaces de mort pèsent sur l'artiste Douwe Bob, qui a refusé de jouer devant des pamphlets sionistes, et a été jeté en pâture par une responsable politique du VVD, le contraignant à fuir le pays⁹.

⁵ Interview de Suzanne Kröger

⁶ Interview de Andy Palmen

⁷ Interview de Sander Heijne

⁸ Interview de Joost Sneller

⁹ Interview de Suzanne Kröger (cf. → <https://nos.nl/artikel/2578265-vvd-leider-zegt-sorry-tegen-douwe-bob-voor-beschuldiging-van-jodenhaat>)

POINTS À RETENIR DES ENTRETIENS

- **Le populisme s'attaque à la légitimité des représentants politiques**, les dépeignant comme trop éloignés du peuple. Plusieurs crises sont venues alimenter ce sentiment aux Pays-Bas :

- **La gestion de la crise du COVID** : vaccination obligatoire, couvre-feu, etc¹⁰.
- **La gestion catastrophique des tremblements de terre de Groningen** (les Pays-Bas produisent leur propre énergie majoritairement à base de gaz fossile ; l'exploitation sur plusieurs décennies d'un grand gisement au nord des Pays-Bas a provoqué des tremblements de terre et des dommages considérables sur des habitations, les propriétaires n'ont pas ou ont été peu dédommagés)¹¹.
- **La crise agricole** : l'État a beaucoup trop tardivement décidé d'agir par rapport aux pollutions liées à l'exploitation intensive des terres aux Pays-Bas. Le dernier gouvernement Rutte a annoncé des mesures radicales et abruptes provoquant une colère légitime des exploitant-e-s agricole¹².
- **La crise du logement**¹³
- **Les chamailleries politiques** à La Haye donne l'impression d'une classe politique plus préoccupés par eux-mêmes que par la gestion des problèmes des néerlandais-es.

- **L'étranger : le bouc-émissaire par essence des populistes**

- Pim Fortuyn portait déjà un discours raciste ciblé sur les « étrangers » de la banlieue.
- L'étranger est représenté comme le criminel, le violeur, celui qui pique les emplois et les logements des « vrais » néerlandais-es¹⁴.
- 2007 débat parlementaire voulant abroger la double-nationalité et souhaitant rendre inéligible les personnes ayant une double-nationalité.
- Le paradoxe des Pays-Bas est que le pays a un besoin soutenu en main d'œuvre étrangère pour soutenir la croissance de l'économie. En conséquence, la haine et les attaques se concentrent sur les demandeurs d'asile (qui ne représente qu'un dixième des immigrés).
- Le vrai débat aux Pays-Bas sur l'immigration devrait-être : est ce qu'on fait décroître l'économie pour pouvoir se passer de la main d'œuvre étrangère ?
- L'antisémitisme est manipulé, comme les droits LGBTQI+, contre les musulmans¹⁵.

¹⁰ Interview de Andy Palmen

¹¹ Interview de Suzanne Kröger

¹² Interview de Andy Palmen

¹³ Interviews de Sander Heijne et Carolus Grütters

¹⁴ Interview de Carolus Grütters

¹⁵ Interview de Joost Sneller

- La légitimation coupable de la droite et du centre du discours populiste

- Devant l'érosion de son électorat vers l'extrême-droite, la droite traditionnelle a adopté en conséquence un discours se rapprochant toujours plus des positions racistes de l'extrême-droite :
 - Débat parlementaire pour sortir de la Convention d'Aarhus (démocratie environnementale)¹⁶ ;
 - Soutien et vote pour des lois restreignant la liberté de manifester.
- L'instabilité politique oblige les différents partis politiques à travailler sur le court terme, et non sur le long terme, et donc de prendre des positions électoralistes plutôt que sur les valeurs. La droite traditionnelle a peur de l'érosion de son électorat vers l'extrême-droite et radicalise son discours espérant freiner cette érosion¹⁷.
- Diabolisation de la gauche, notamment des verts et des socialistes, ce qui rend dans l'opinion public les accords de coalition avec la gauche de l'hémicycle impossible¹⁸.
- Ce même mécanisme est à l'œuvre partout en Europe et dans le monde. Pourtant on voit bien que l'on perd toujours face à l'extrême-droite quand on adopte leurs slogans ou idées : fenêtre d'Overton¹⁹.

- Les médias et les réseaux sociaux « Les gens adorent la vérité mais détestent les faits »

- La manière dont l'opinion publique se forme a fortement évolué avec la tech et les réseaux sociaux ces dernières 20 années, et la société n'a pas pris cela en compte.
- Des acteurs autocratiques comme les chinois, via TikTok, ou les américains, via X (anciennement Twitter), ont un accès illimité aux cerveaux de nos enfants et des jeunes adultes²⁰.
- Geert Wilders ressemble de loin le plus de followers sur X que toute autre personnalité politique du pays²¹.
- Si on contrôle les médias on peut acheter l'opinion publique.
- La désinformation :
 - La dichotomie croissante entre la réalité et les discours ;
 - Émergence d'experts auto-proclamés à qui on donne la parole dans les médias : Techniques de discours fallacieux à répétition et analogies fantaisistes. Exemple : une tomate est rouge donc l'herbe est verte. Si les tomates sont effectivement rouges et l'herbes est effectivement verte, la corrélation est inexacte. Toutefois, si on ne creuse pas comme on sait que les deux affirmations sont vraies, cela laisse à croire que la corrélation l'est également²². Focus sur un avis d'un citoyen lambda qui est pris pour la réalité²³.

¹⁶ Interviews de Andy Palmen et Suzanne Kröger

¹⁷ Interview de Sander Heijne

POINTS À RETENIR DES ENTRETIENS

- La régulation des réseaux sociaux est un impératif démocratique majeur

- La presse traditionnelle n'est pas régulé par les populistes, mais vulnérable face à l'extrême-droite :

→ **Concentration de la presse écrite** : il y a deux majeurs qui tentent de racheter toute la presse et les chaînes de télévisions commerciales aux Pays-Bas. Ce sont des propriétaires belges mais sans idéologie d'extrême-droite. Pour autant, cette concentration rend vulnérable la presse néerlandaise. Les propriétaires sont âgés et leurs héritiers pourraient être amenés à les revendre au plus offrant.

→ Un service public audiovisuel qui se droitise, voire glisse vers l'extrême droite : aux Pays-Bas, le système d'accès à l'audiovisuel public est très ouvert. Récemment, trois nouvelles chaînes ou organisations ont intégré ce système, financées en grande partie par le Forum voor Democratie de Thierry Baudet — un parti encore plus radical que le PVV. Résultat : des émissions aux propos ouvertement racistes se retrouvent aujourd'hui diffusées et financées par le service public.

→ **La presse traditionnelle en quête de sensation et d'audience où l'opinion d'un individu en colère devient la norme.**

- La culture : maillon essentiel d'une démocratie menacée

- Le 1er septembre 2025, le débat public « Under Pressure » organisé par Kunsten '92 - fédération des principaux acteurs culturels néerlandais - a rassemblé responsables politiques et professionnel·les de la culture autour d'un thème central : la place de la culture dans une démocratie sous tension. Parmi les sujets abordés : les pressions sociétales et politiques croissantes sur le secteur culturel, l'érosion démocratique, et le rôle de la culture comme thermomètre de l'état de droit.

- En juin dernier, un artiste populaire, Douwe Bob, devait se produire lors d'un tournoi de foot organisé par la communauté juive. Devant des affiches ouvertement sionistes, l'artiste a refusé de jouer car cela ne faisait pas partie du contrat. Il a été jeté en pâture sur les réseaux sociaux par la cheffe de file de la droite traditionnelle et a fait face à un lynchage médiatique et des menaces de morts.

¹⁸ Interview de Joost Sneller

¹⁹ Interview de Sander Heijne

²⁰ Interview de Sander Heijne

²¹ Interview de Joost Sneller

²² Interview de Carolus Grütters

²³ Interview de Carolus Grütters

²⁴ Interview de Sander Heijne

²⁵ Interview de Joost Sneller

²⁶ Toutes les interviews ont relaté cela

²⁷ <https://www.kunsten92.nl/terugblik-paradisodebat-2025/>

²⁸ Interview de Carolus Grütters

- La justice

- Recours à la justice pour la société civile de plus en plus obéré :
 - Exemple : les organisations qui bénéficient de subventions n'ont plus le droit d'attaquer l'État en cas de manquements²⁹ ;
 - Les jugements ne sont pas mis en œuvre lorsqu'il s'agit de l'État qui est condamné (2 poids - 2 mesures)³⁰.
- Le jugement a de moins en moins d'effet, la parole du juge est banalisée comme un avis parmi d'autres.

LES LEVIERS DE RÉSISTANCES

- Travailler collectivement pour solidifier les garde-fous de l'État de droit avant les scrutins électoraux majeurs ;
- Un réseau de mouvement de la société civile mieux coordonné pour réagir collectivement, autour de Gaza et des marches pour le climat qui reprennent ;
- L'humour ;
- Continuer de construire des réponses sur le terrain avec un narratif positif comme sur la crise du logement ou du climat ;
- Construire des coalitions fortes, comme la fusion politique de deux partis politiques (GroenLinks et PvdA) avec plus de 100 000 adhérents : le plus grand parti politique aux Pays-Bas.
- Lutter contre la désinformation, à noter qu'à Belém, pour la prochaine COP, « l'intégrité de l'information sera un point majeur ».
- Les attaques et la criminalisation des mouvements sociaux peuvent aussi être vu comme un levier d'espoir. « Ils nous attaquent car nous soulevons les bonnes questions et pouvons leur faire du mal ».
 - Quand un Premier Ministre utilise son statut pour exprimer des valeurs et convictions, comme Rutte, qui sur le conflit entre Poutine et l'Ukraine, a pour la première fois pris une vraie position, cela a fonctionné dans la société civile. Les néerlandais sont très pro-ukrainiens.
- Mouvement « Damland voor Democratie » avec 4 objectifs :
 1. S'exprimer collectivement contre les choses inacceptables ;
 2. Réflexion sur les modes d'expression (les progressistes ont souvent l'air techno et déconnectés). Travailler sur un discours POSITIF (et pas simplement en contre) et parler aux émotions plus qu'à la raison ;
 3. Tenir bon pendant la vague populiste et s'organiser pour l'après ;
 4. Travailler sur les leviers d'espoir.

²⁹ Interview de Andy Palmen

³⁰ Interview de Carolus Grütters